

COMUNIQUE No. 48



Aux représentants des gouvernements et états membres du Mécanisme Permanent de Consultation et de Concertation Politique réunis à Cancún - Mexique dans le cadre du vingt troisième sommet du groupe de Río, nous exprimons:

1. Le Honduras continue à subir un régime de facto, installé et soutenu par la force des armes le 28 juin 2009. Depuis ce jour, le peuple hondurien est soumis à de constantes violations des droits de l'homme.
2. Le régime prétend faire oublier son illégitimité et son illégalité en changeant les têtes dans l'administration de l'état, mais cela ne trompe personne: il est de notoriété publique que ceux-ci obéissent aux mêmes groupes de pouvoir qui commandent la répression et l'assassinat et qui bloquent le développement d'une vraie démocratie.
3. Le processus électoral, par lequel ont pris le pouvoir les nouveaux membres de la dictature, est sur tous les points illégal: il a été mis en œuvre par des autorités complices du coup d'état qui ont empêché la libre participation de l'opposition, et feint d'ignorer la terreur qui prédominait. Pour ces raisons, aucun gouvernement n'a participé à l'observation de ce processus électoral, ni aucune organisation d'intégration régionale ou institution crédible.

L'illégitimité de ce processus a été confirmée par l'abstention massive de la population hondurienne qui n'en reconnaît pas les résultats. Ce n'est pas un hasard si le peuple continue sa lutte non violente pour dérouter le régime totalitaire actuel et revenir à l'ordre démocratique.

4. La situation des droits de l'homme est grave et est en train d'empirer. Depuis plusieurs semaines, il ya eu plus d'assassinats, plus de provocations et de persécutions contre les personnes soutenant la Résistance populaire. Les dirigeants des organes de sécurité de l'état annoncent une offensive militaire pour en finir avec l'opposition au régime.
5. Divers secteurs de la communauté internationale, les gouvernements amis, les organisations sociales et de défense des droits de l'homme ont manifesté leur rejet du régime actuel.

Pour toutes ces raisons nous déclarons:

- a. Nous invitons les représentants des Etats membres du Groupe de Río à maintenir leur position de rejet de la dictature hondurienne tant que ne sera pas rétabli l'ordre constitutionnel démocratique et que ne s'arrêtent pas les violations des droits de l'homme.
- b. Nous continuerons notre lutte sans accorder la moindre importance aux actions de terreur d'état contrôlé par les putschistes.
- c. Nous remercions les gouvernements et organisations sociales amis pour leur préoccupation face à cette situation grave que traverse notre pays et pour les actions de solidarité pour passer la crise.

Tegucigalpa le 19 février 2010